

La guerre d'ex-Yougoslavie vue par Londres, 1991-1993

MAXIMILIEN NAGY

SORBONNE UNIVERSITÉ, SIRICE

La guerre en ex-Yougoslavie vue par Londres, de 1991 à 1993, est l'occasion de développer une approche renouvelée sur le sujet, grâce à l'ouverture des archives du gouvernement de Londres, à partir de 2018¹.

Ce travail suit au plus près la politique du gouvernement de John Major de 1991 à 1993, à l'aide des archives gouvernementales. Il étudie en particulier l'établissement de sa politique au cours du conflit, l'influence du gouvernement de Londres dans les organismes internationaux et les changements dans ses rapports avec ses alliés, en particulier avec la nouvelle administration américaine début 1993, mais aussi avec la France.

Des sources gouvernementales inédites

Jusqu'ici, les archives du gouvernement britannique n'ont pas fait l'objet d'études. Leur ouverture a permis de suivre l'évolution quasi quotidienne de la politique du Premier ministre John Major², du Foreign Secretary, Lord Douglas Hurd³ et des Ministers of Defense, Lord Thomas King puis Sir Malcolm Rifkind⁴. La lecture de leurs mémoires fournit également de précieuses informations. Cette abondance de ressources a permis d'analyser et de retracer la politique britannique avant et pendant la guerre d'ex-Yougoslavie.

Les interviews des figures de la politique et de la diplomatie britannique de l'époque étaient aussi nécessaires pour comparer les points de vue, trente ans après les événements. Les personnalités interviewées sont l'ancien négociateur Lord David Owen⁵, l'ambassadeur à l'ONU de 1990 à 1995, Lord David Hannay⁶, la présidente du Defense and Overseas Committee au Cabinet office, Lady Pauline Neville-Jones⁷ et le Defense Secretary de 1992 à 1995, Sir Malcolm Rifkind⁸.

Entre 1995 et 2005, de nombreux travaux sont publiés sur la dissolution de la Yougoslavie, mais peu abordent spécifiquement la politique du Royaume-

¹ Ce compte rendu est issu de mon mémoire de Master 2 « La guerre d'ex-Yougoslavie vue par Londres : 1991-1993 », soutenu le 3 juillet 2023 sous la direction d'Olivier Forcade, Sorbonne Université.

² NA, Londres, PREM19.

³ NA, Londres, FC0/58 ; FC0/175.

⁴ NA, Londres, DEFE13 ; DEFE70.

⁵ Interview de Lady Pauline Neville-Jones, House of Lords, Londres, 10 janvier 2023.

⁶ Interview de Sir Malcolm Rifkind, Little Venice, Londres, 28 février 2023.

⁷ Interview de Lord David Owen, Canary Warf, Londres, 13 janvier 2023.

⁸ Interview de Lord David Hannay, House of Lords, Londres, 1er mars 2023.

Uni, à l'exception de James Gow⁹, de Laura Silber et Alan Little¹⁰ et de Brendan Simms¹¹, dont l'ouvrage polémique est entièrement consacré à la politique du gouvernement britannique. Chacun de ces auteurs propose une étude fondée sur des archives orales, des archives de presse ou parlementaires essentiellement, qui permettent déjà de cerner en partie la vision du Royaume-Uni. Cette étude prétend apporter des éclairages supplémentaires sur les motivations de John Major et de ses ministres, grâce à des sources inédites : correspondances diplomatiques, notes, comptes rendus de réunions, discours, etc.

1991 : l'embrasement imprévu de la Yougoslavie

Le point sur lequel l'ensemble de l'historiographie concorde, bien qu'avec des nuances, est l'absence de volonté des États-Unis, de la France et du Royaume-Uni, de prendre en main le règlement du conflit en Yougoslavie entre 1991 et 1993. À la sortie de la Guerre froide et de la première guerre du Golfe, chacun de ces pays redéfinit sa politique étrangère et accueille avec peu d'enthousiasme le déclenchement d'une nouvelle guerre sur le continent européen¹². Le gouvernement Major et ses alliés ne voient pas arriver ce nouveau conflit, qui provoque un véritable effet de surprise. Pourtant, les archives démontrent que Margaret Thatcher, puis John Major, sont informés de la forte instabilité de la fédération balkanique par les services de renseignement *via* le Joint Intelligence Committee¹³. Néanmoins, la question des Balkans n'est pas prioritaire avant l'éclatement des violences armées.

Préserver les intérêts de la Grande-Bretagne

Ce que l'étude des archives a aussi permis de mettre en évidence, c'est la ligne politique adoptée dès 1991 par John Major et ses ministres : préserver et défendre les intérêts du Royaume-Uni. Les Britanniques ne souhaitent pas être impliqués en Slovénie et en Croatie en 1991 et laissent à la Communauté européenne, puis à l'ONU, le soin de mener les négociations internationales dès juin 1991. Le gouvernement Major refuse aussi d'envoyer des troupes en Croatie dans le cadre de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) en juillet 1991, malgré la pression de la France et les réclamations du président croate, Franjo Tudjman. L'objectif est d'éviter de mettre en danger les troupes, tant qu'un cessez-le-feu n'est pas trouvé¹⁴. Ni John Major, ni sa majorité parlementaire ne souhaitent impliquer des

⁹ James Gow, *Triumph of the Lack of Will. International Diplomacy and the Yugoslav War*, London, Hurst & Company, 1997.

¹⁰ Laura Silber, Allan Little, *The Death of Yugoslavia*, London, Penguin Books, BBC Books, 2003.

¹¹ Brendan Simms, *Unfinest Hour. Britain and the Destruction of Bosnia*, London, Allen Lane, The Penguin Press, 2001.

¹² James Gow, *Triumph of the Lack of Will. International Diplomacy and the Yugoslav War*, *op. cit.*, p. 12.

¹³ NA Londres, PREM19/3989, Sir Percy Cradock, « Yugoslavia », 16 janvier 1991.

¹⁴ NA, Londres, PREM19/3989, « French Views », 8 octobre 1991.

troupes dans une zone si éloignée des intérêts britanniques, comme le confirme Malcolm Rifkind dans une interview trente ans plus tard¹⁵.

La ligne politique britannique est semblable en Bosnie-Herzégovine, où les combats débutent en avril 1992. Pourtant, à l'inverse de 1991, les Britanniques influencent considérablement la politique internationale. Leur objectif est d'empêcher à tout prix qu'une résolution favorable à l'intervention militaire ne soit présentée au Conseil de sécurité de l'ONU¹⁶. Une intervention obligerait moralement le Royaume-Uni à s'engager, en tant que membre permanent du Conseil de sécurité et du fait de son statut de principale puissance militaire du continent européen, aux côtés de la France.

Pendant l'été 1992, l'ambassadeur du Royaume-Uni à l'ONU, Sir David Hannay, tente de convaincre les partisans d'une intervention militaire de renoncer à leurs projets de résolution, avec succès. Le gouvernement Major souhaite mettre en place le maximum d'aide humanitaire, pour venir en aide aux habitants de Sarajevo et des zones de guerre, où les habitants sont victimes du blocus des Serbes de Bosnie ou des combats : l'objectif est que l'option de l'intervention militaire ne prenne pas le dessus. Cette vision motive en partie l'organisation de la London Peace Conference, les 26 et 27 août, qui vise à faire rentrer l'aide humanitaire à Sarajevo et Goradze¹⁷, mais pas d'établir une paix. Le Premier ministre et son Foreign Secretary, Douglas Hurd, ont conscience que leur position anti-interventionniste et humanitariste est controversée. Dans plusieurs directives internes et plus tard, dans leurs mémoires, Douglas Hurd et John Major précisent leur vision : ils préfèrent organiser un événement qui favorise la rencontre des parties en conflit et contribue à la survie des populations plutôt que d'être accusés de ne rien faire¹⁸. Quelques jours après cette conférence, John Major envoie deux mille soldats en Bosnie au sein de la FORPRONU. Parallèlement, il encourage les parties belligérantes à participer aux négociations de paix et insiste sur la responsabilité partagée de chacune d'entre elles, tout en reconnaissant les musulmans comme les principales victimes¹⁹.

Des liens affaiblis avec les Américains, un rapprochement avec la France

La ligne neutre et prudente des Britanniques fragilise leurs rapports avec l'administration Clinton au début de l'année 1993. Jusqu'à la fin de 1992, George W. Bush soutient, ou du moins ne s'oppose pas, à la vision britannique, qui est semblable à celle de la France. Bill Clinton, en revanche, fait campagne en 1992 pour une intervention militaire contre les Serbes de Bosnie et la levée de l'embargo sur les armes (*lift and strike*). Mais, dès son

¹⁵ Interview de Sir Malcolm Rifkind, Little Venice, Londres, 28 février 2023.

¹⁶ NA, Londres, FC058/6116, UKMIS New York to FCO, « Bosnia-Herzegovina », 17 juillet 1992.

¹⁷ PREM19/3395, Douglas Hurd, « Ministerial Committee on Overseas Policy and Defence. The London Conference, 26-28 August, Memorandum by the Foreign Secretary », août 1992.

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ Interview de Sir Malcolm Rifkind, Little Venice, Londres, 28 février 2023.

arrivée à la Maison Blanche en janvier 1993, il adopte à son tour une politique attentiste et indécise, critique ses partenaires européens pour leur inaction et se présente comme le principal soutien des musulmans. Cette position du président américain explique son rejet du Vance-Owen Peace Plan (VOPP²⁰), en février 1993, qui avaliserait le principe de cantonisation et permettrait aux Serbes de Bosnie de préserver le tiers du territoire bosniaque qu'ils ont conquis et purifié ethniquement²¹.

À l'inverse, les Britanniques et les Français sont pour une fois très en phase sur ce sujet, au point que François Mitterrand s'est exclamé qu'ils n'auraient jamais été aussi bons dans l'histoire récente²².

Pour une vision plus large de la politique britannique auprès de ses alliés entre 1991 et 1995, il serait pertinent de faire l'analyse des archives du Conseil de l'Europe et de l'ONU. Par ailleurs, une étude du point de vue français permettrait de comprendre cette période d'entente franco-britannique, à condition que les archives diplomatiques soient ouvertes, ce qui n'est pas le cas à l'heure actuelle.

²⁰ David Owen, *Bosnia-Herzegovina: The Vance/Owen Peace Plan*, Liverpool, Liverpool University Press, 2013, p. 285 sqq.

²¹ David Owen, *Balkan Odyssey*, London, Victor Gollancz, 1995, p. 93 sqq.

²² NA, London, PREM19/4157, Chris N.R. Prentice, « Secretary of State's Meeting with President Mitterrand, 24 February 1993 », p. 2-3.